

humanitaire afin de soulager la famine et il appuie les efforts déployés par le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI) afin d'accroître la productivité dans ce secteur.

Ainsi, c'est avec le soutien du Canada que le Centre international d'amélioration du maïs et du blé, un des instituts de recherche du GCRAI, aide les agriculteurs de quatre pays africains à adopter une nouvelle variété de maïs riche en protéines.

« Cela pourrait éventuellement améliorer l'alimentation et la santé des gens, tout en contribuant à la sécurité alimentaire des familles agricoles de l'Afrique de l'Est, explique Doug Tanner, un agronome canadien qui dirige le bureau éthiopien du Centre. La meilleure qualité des protéines peut aussi renforcer les systèmes immunitaires et aider ceux qui ont le VIH à mieux supporter les maladies connexes. »

L'eau abonde en Afrique, mais elle est mal répartie. En effet, plus de 300 millions de personnes n'ont pas accès à de l'eau salubre et à des services d'assainissement, tandis que près de la moitié de la population africaine souffre de maladies liées à l'eau. Le Canada contribue actuellement 50 millions de dollars pour améliorer la gestion de l'eau, par l'entremise de groupes comme le Partenariat mondial de l'eau, le Mécanisme pour l'eau en Afrique, la Banque africaine de développement et le Fonds de fiducie pour l'eau et l'assainissement du programme Habitat des Nations Unies.

Gouvernance et commerce

Une des grandes priorités du NPDA est de renforcer la capacité des institutions publiques africaines, qu'il s'agisse d'accroître la transparence, de favoriser la participation au gouvernement ou encore d'attirer les investissements. En fait, les Africains sont de plus en plus déterminés à améliorer le fonctionnement de leurs gouvernements, de leurs organismes bénévoles et de leurs institutions privées.

Le Canada appuie la Fondation africaine pour le renforcement des capacités dans ses efforts visant à aider les pays du continent à améliorer leurs politiques gouvernementales.

Mais existe-t-il un pays qui puisse changer les choses? Oui, le Canada. Et il a déjà commencé à le faire... J'ai le sentiment que le Canada comprend quelque chose que le reste du monde ne comprend pas. Du moins pas encore. Il s'agit de l'interdépendance. Le fait est que notre destin est indissociable de celui des autres, que cela nous plaise ou non.

J'aimerais que l'on puisse dire un jour que des gens issus d'horizons très différents, et au parcours parfois singulier, se sont élevés ensemble contre toute cette folie. Et pas seulement des vedettes du rock ou des militants, mais aussi des personnes qui vont à l'église, des mères de famille ordinaires... Il faudrait que les gens fassent cause commune, même s'ils ne s'aiment pas, parce qu'il s'agit d'un immense problème, et que l'heure est grave.

Le moment est venu de marquer l'histoire de notre empreinte. À mon avis, on ne se souviendra de notre époque que pour trois réalisations : Internet, la guerre contre le terrorisme, et ce que nous avons fait, ou omis de faire, alors qu'un continent entier, l'Afrique, était à feu et à sang.



photo : ACIDI-CIDA/David Barbour

Avec l'appui du Canada, des agriculteurs de quatre pays d'Afrique cultivent une nouvelle variété de maïs riche en protéines.

Cette fondation panafricaine, basée à Harare, au Zimbabwe, est axée, entre autres, sur la responsabilité financière, la politique économique et la participation du public à la gouvernance.

Par ailleurs, le Canada a affecté des fonds afin d'aider la Banque africaine de développement à financer des améliorations infrastructurelles qui permettront aux pays d'attirer plus facilement les investissements publics et privés pour des projets dans des secteurs tels le transport, l'énergie, l'eau, l'assainissement ainsi que les technologies de l'information et des communications. Le Canada finance aussi des initiatives menées par le Centre du commerce international de l'ONU, à Genève, en Suisse, et le Bureau de promotion du commerce Canada pour accroître l'efficacité des exportateurs africains et mieux les préparer au commerce. Il instituera en outre le Fonds d'investissement du Canada pour l'Afrique, dans lequel il versera 100 millions de dollars, pour promouvoir les investissements du secteur privé sur le continent (voir la page 19).

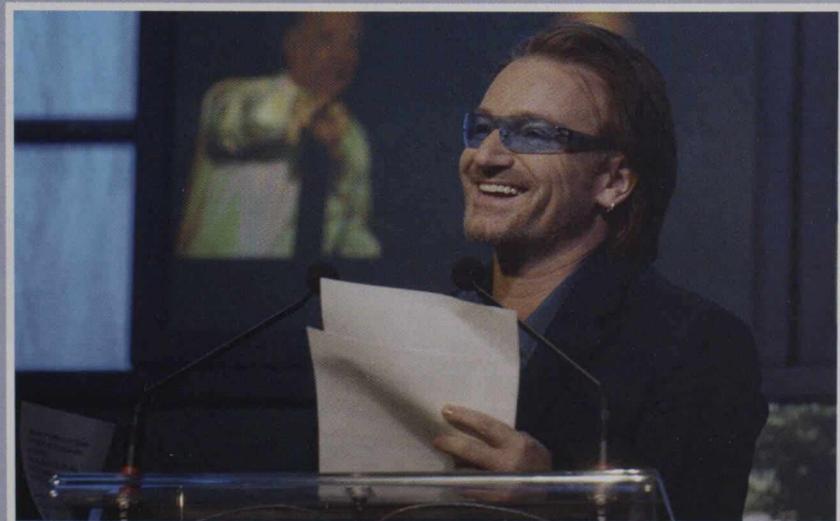


photo : Dave Chan, CPM